
[Indonésie : un projet REDD comporte beaucoup de dangers et aucune solution](#)

Le mois dernier, un nouveau partenariat pour le carbone forestier de l'Australie et l'Indonésie a été annoncé dans le cadre de l'Initiative internationale sur le carbone forestier, une initiative gouvernementale gérée par l'AusAID et le Département du changement climatique. Ce projet pilote REDD (réduction des émissions dues au déboisement et à la dégradation), qui recevra un financement de 30 millions de dollars australiens, sera mis en œuvre dans la province indonésienne de Jambi, située sur la côte orientale de Sumatra.

Les forêts de Jambi subissent un déboisement accéléré à cause de la forte expansion des plantations de palmier à huile et d'arbres à pâte d'entreprises multinationales, ainsi que des activités d'extraction forestière et minière. Le bouleversement écologique que cela représente a provoqué des sécheresses et des incendies de terres et de forêts pendant la saison sèche, et des inondations et des glissements de terrain pendant la saison des pluies.

Le projet REDD, dont le but supposé est de payer pour éviter que la forêt soit coupée et de réduire ainsi les émissions de gaz à effet de serre, a été dénoncé par des ONG indonésiennes et australiennes en tant que « source de crédits bon marché pour accroître les émissions en Australie », comme l'a dit Arif Munandar, directeur exécutif de WALHI (Les Amis de la Terre Indonésie) pour la région de Jambi.

« Les modèles du Ministère des Finances montrent que le gouvernement [australien] prévoit d'atteindre son objectif de réduire les émissions de 5 % (30,75 MtCO₂) en achetant 46 MtCo₂ de compensations à l'étranger, c'est-à-dire en achetant plus de tonnes de compensations de carbone que les réductions voulues ! Sans les compensations, le modèle montre que nos émissions augmenteraient en fait de plus de 5 % », explique James Goodman, des Amis de la Terre Australie, et il ajoute que ces « compensations », au lieu de faire diminuer les émissions mondiales, sont un rideau de fumée qui permet au gouvernement australien de dissimuler qu'il ne fait rien au sujet du changement climatique et qu'il continue d'utiliser des combustibles fossiles.

Cette inquiétude est partagée par beaucoup d'organisations sociales. Le Groupe de Durban pour la justice climatique et contre les projets de réduction des émissions dues au déboisement et à la dégradation des forêts a dit dans une déclaration : « Les nouveaux permis de polluer engendrés par REDD feront obstacle à la seule solution praticable contre le changement climatique : laisser le pétrole, le charbon et le gaz dans le sous-sol ». « Tout comme les crédits MDP, ils accentuent le changement climatique en incitant les entreprises et les pays industrialisés à retarder le moment où ils devront abandonner leurs systèmes de production, de consommation et de transport fondés sur les combustibles fossiles, comme le problème du changement climatique l'exige. Ils sont en train de gaspiller des années que le monde n'a pas » [2].

Il est difficile de croire à la bonne intention d'éviter le déboisement quand on sait, comme le rappelle Chris Lang [cf. Bulletin n° 145 du WRM], que l'Indonésie « a été le premier pays du monde à légiférer en matière d'investissements REDD. Pourtant, au début de cette année le même

gouvernement indonésien a décidé d'autoriser l'expansion des plantations de palmier à huile dans les tourbières. Pour planter des palmiers à huile ou des arbres à pâte dans les tourbières il faut d'abord défricher et drainer le sol, ce qui libère des millions de tonnes de CO2 dans l'atmosphère. Les autorités permettent aussi aux entreprises papetières d'abattre les forêts indigènes et ferment les yeux quand elles utilisent du bois illégal ».

WALHI Jambi et les Amis de la Terre Australie craignent aussi « que les projets REDD ne portent atteinte aux droits des peuples autochtones et tributaires des forêts de la région. En septembre 2009, le Comité des Nations unies sur la discrimination raciale a écrit [au gouvernement de l'Indonésie] pour manifester son inquiétude que les réglementations indonésiennes sur REDD ne respectent pas les droits des peuples autochtones. Les documents du projet REDD australien-indonésien pour le Kalimantan ne garantissent pas les droits des peuples autochtones de la région ».

Comme beaucoup de personnes l'ont annoncé, derrière les projets REDD l'accaparement de terres augmente et les transactions financières se multiplient au profit des grandes entreprises. Pendant ce temps, notre avenir à tous se réchauffe de plus en plus.

[1] <http://www.foe.org.au/news/2010/sumatran-forest-carbon-deal-slammed-by-australian-and-indonesian-environment-groups>.

[2] <http://www.wrm.org.uy/COP15/durban.pdf>.